

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



RAFM

Avenue Sainte-Barbe
ZI La Plaine Saint-Martin
30520 ST MARTIN DE VALGALGUES

Références :
Code AIOT : 0006600745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement RAFM implanté 548 Avenue Sainte-Barbe ZI La Plaine Saint-Martin 30520 ST MARTIN DE VALGALGUES. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAFM
- 548 Avenue Sainte-Barbe ZI La Plaine Saint-Martin 30520 ST MARTIN DE VALGALGUES
- Code AIOT : 0006600745
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Jacques MAURIN a été autorisé à exploiter un établissement de récupération et de stockage de métaux et profilés métalliques neufs et usagés par l'arrêté préfectoral n°90029 du 18 octobre 1990. L'établissement, d'une superficie de 5 000 m², est alors implanté sur la parcelle AK N° 519 du plan cadastral de ST MARTIN de VALGALGUES. Situé en zone d'activités artisanales et industrielles, en bordure de rocade Nord d'Alès, l'établissement récupère et trie, après qu'ils aient été transportés sur le site, les métaux ferreux et non ferreux en vue de les expédier vers l'industrie sidérurgique

comme riblons. Il commercialise des profilés en acier usagés et neufs. La récupération porte sur 400 à 500 t/mois. En activité secondaire, il est dépositaire de gaz industriels.

Par arrêté préfectoral n° 2001-45 du 16 novembre 2001, la société Récupération Alésienne de Fers et Métaux (RAFM) a été autorisée à étendre son activité à la parcelle n° AK 520 et à exercer son activité sous la rubrique N° 286 de la nomenclature des installations classées.

Par lettre du 8 février 2011, la société RAFM a demandé le bénéfice de l'antériorité pour le classement de son activité sous la nouvelle rubrique 2713-1 soumise à enregistrement.

Le 14 décembre 2013, la SARL a été transformée en SAS (Société par actions simplifiée).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations et conditions d'exploitation
- stratégie de défense contre l'incendie
- prévention des pollutions aqueuses
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Sous-Préfet d'Alès ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Sous-Préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Sous-Préfet d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rubriques concernées par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1.3.	/	Mesures conservatoires, Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Moyens relatifs aux incendies explosion	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.6.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.5.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Prescriptions complémentaires	3 mois
9	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.5.1	/	Sans objet
7	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.4.	/	Sans objet
14	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater qu'une régularisation administrative est nécessaire au regard de l'évolution de la réglementation des installations classées, certaines activités exercées sur le site étant visées par les rubriques 2710-1, 2710-2, 2718, 2793-1 et 2793-2 de la nomenclature des installations classées, qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration d'antériorité dans le courrier du 8 février 2011. D'autre part, il a été constaté que l'exploitant n'assure pas la surveillance de ses rejets aqueux et n'est pas à jour dans la tenue des registres chronologiques de traçabilité des déchets entrants et sortants rendus obligatoires depuis le 1er janvier 2022 par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques concernées par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1.3.
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubriques autorisées: - 286 (stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, la surface utilisée étant supérieure à 50 m ²) : régime de l'autorisation; - 2713-1 (installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²) : régime de l'enregistrement, par déclaration d'antériorité du 8 février 2011.
Constats : - l'inspection a constaté la présence d'au moins 4 palox remplis de batteries au plomb entreposés dans un hangar, représentant une quantité totale d'au moins 4 tonnes. De plus, l'exploitant a présenté un BSD daté du 12/10/2022 relatif à l'enlèvement de 24,2 tonnes de batteries à destination de la société Durand Récupération. L'exploitant a déclaré à l'inspection exercer régulièrement cette activité de transit et regroupement de batteries depuis 2011; pour l'année 2021, il a déclaré sur l'application GEREPA avoir admis et traité 259,642 tonnes d'accumulateurs au plomb (code déchet: 16 06 01*), et produit et évacué 269,9 tonnes de ces déchets dangereux. Les déclarations de l'exploitant et les constats réalisés conduisent à classer l'activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux exercée sur le site sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées. - L'exploitant a également déclaré sur l'application GEREPA l'admission et la production de déchets dangereux de munitions (code déchet: 16 04 01*), avec les quantités annuelles suivantes pour l'année 2021: 316 kg admis et traités, 570 kg produits. Lors de la visite, il n'a pas été constaté la présence de ce type de déchets sur le site mais l'exploitant a déclaré à l'inspection qu'il collectait sur son site ponctuellement des quantités inférieures à 100 kg de déchets de cartouches apportées par leur producteur initial (chasseurs), qu'il triait et regroupait pour la valorisation du laiton des culots. Selon ces déclarations, les activités de collecte et de transit, regroupement ou tri de ces déchets de munitions sont exercées sur le site sous le régime déclaratif au titre des rubriques 2793-1-c et 2793-2-b. - Il a également été constaté sur le site la présence d'une zone de collecte de déchets métalliques apportés par des particuliers et des artisans, comprenant des déchets non dangereux mélangés avec des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE): une quinzaine de cumulus visibles, des lave-linge et lave-vaisselle, une plaque de cuisson, un micro-onde, des circuits électroniques notamment. Le volume occupé par cette zone de collecte étant supérieur à 300 m ³ (surface de 150 m ² pour un dépôt de déchets atteignant une hauteur d'environ 5 m), et la quantité constatée de DEEE étant estimée supérieure à 1 tonne mais a priori inférieure à 7 tonnes, ces activités sont classées au minimum sous la rubrique de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1-b, et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2-a de la nomenclature des ICPE. Or, dans sa déclaration du 8 février 2011, l'exploitant n'a pas demandé à bénéficier de l'antériorité au titre des rubriques 2718-1, 2793-1, 2793-2, 2710-1 et 2710-2 pour les activités exercées dans son établissement. Ces constats constituent des faits non conformes au tableau de classement de l'article 1.3. de l'arrêté préfectoral n°2001-45 du 16/11/2001 et aux éléments de la déclaration d'antériorité en date du 8 février 2011.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de plan des bâtiments et des aires de gestion des produits ou déchets comprenant une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Ce constat constitue un fait non conforme à l'une des prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens relatifs aux incendies explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après: - un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles ou inflammables et des zones de chargement et de déchargement de ces matières; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure chacune à 100 litres et des pelles. Les dispositifs de sécurité et les moyens de secours et lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état de service et au moins annuellement vérifiés. L'exploitant s'en assure, aussi, en ce qui concerne le poteau d'incendie.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant disposait d'un poteau d'incendie communal situé à l'entrée de l'établissement, de 10 extincteurs répartis dans l'établissement et notamment dans l'atelier d'entretien des véhicules à proximité des bidons de stockage des hydrocarbures, et de réserves de sable en quantité suffisante, entreposées également dans l'atelier. Le registre de sécurité consulté indique que la dernière vérification des extincteurs a été réalisée en date du 06/04/2022 par la société LPSI. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection de justificatif du contrôle de la disponibilité effective des débits d'eau délivrés par le poteau d'incendie communal datant de moins d'un an. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.6.2. de l'arrêté préfectoral du 16/11/2001 susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction est clairement affichée. [...] les opérations d'oxycoupage doivent être effectuées à au moins 10 mètres de tout dépôt de matière combustible ou inflammable et de toute enceinte sous pression. Cette prescription ne s'applique pas aux bouteilles d'alimentation du poste d'oxycoupage qui doit être mis en oeuvre selon les règles de sécurité spécifiques auxquelles l'opérateur doit être formé.
Constats : L'inspection a constaté que l'interdiction de fumer était affichée dans l'atelier et au niveau de l'aire de remplissage des engins, à proximité du local abritant la cuve de stockage de mazout. L'exploitant indique qu'il ne réalise plus d'opération d'oxycoupage.
Observations : Le panneau signalétique d'interdiction de fumer disposé au niveau de l'aire de lavage est devenu presque illisible et nécessite un remplacement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Des rapports de contrôle doivent être établis par une personne compétente à intervalle inférieur à douze mois et doivent être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport établi en date du 11/03/2022 par l'organisme APAVE relatif à la dernière vérification des équipements électriques de l'établissement réalisée en date du 03/03/2022, qui mentionne 18 observations pour des équipements non conformes. Aucun suivi des observations n'a été effectué. Ce dernier constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 7.5.2. de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2001 susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement.
Observations : Par courriel du 20/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis établi par la SARL E.R.E. signé, pour une intervention de mise en conformité des équipements électriques concernés par les observations, prévue en date du 23/01/2023. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport attestant cette mise en conformité dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un dispositif de détection de la radioactivité sur son site (appareil "BRA 400") et l'exploitant déclare qu'il effectue un contrôle systématique des déchets à leur admission à l'aide de ce dispositif.</p> <p>Toutefois, les déclarations GERE pour les années 2019 à 2021 font apparaître que l'établissement reçoit des déchets dangereux selon les codes déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 04 01* : déchets de munitions : année 2019 : 0,06 t/an ; année 2020 : 0,104 t/an ; année 2021 : 0,316 t/an ; - 16 06 01* : accumulateurs plomb : année 2019 : 201,412 t/an ; année 2020 : 179,799 t/an ; année 2021 : 259,642 t/an. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence sur le site de batteries au plomb, ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques alors que l'exploitant n'a pas fait de déclaration d'antériorité au titre de la rubrique 2711.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme à certaines dispositions de l'article 13 > I. de l'arrêté ministériel du 06/06/2018.</p>
Observations : L'exploitant a déclaré à l'inspection par courriel du 16/12/2022 qu'il envisageait de régulariser sa situation administrative au titre des rubriques 2711, 2718 et 2793 sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. <p>[...]</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant a déclaré qu'il ne vérifie pas l'existence d'une information préalable lors de l'arrivée des déchets sur son site, mais que ces déchets sont apportés soit par des particuliers et des artisans, soit par la société "SNR Cévennes" de Saint-Privat-des-Vieux, spécialisée dans le secteur d'activité de la fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission et qui remplit les critères d'acceptation dans son installation.</p> <p>Il a déclaré qu'il effectue le contrôle systématique de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre par un dispositif de détection présent sur le site, pour lequel il a signé un contrat de maintenance avec la société SAPHYMO en date du 20/03/2022 qui prévoit son contrôle annuel, le dernier contrôle datant du 31/03/2022.</p> <p>Il a déclaré qu'il recueille les informations nécessaires au renseignement de son registre d'admission des déchets entrants (logiciel métier "Nessy"), que son personnel réalise 2 contrôles visuels des déchets : à l'accueil et lors de leur déchargement, et qu'il refuse d'admettre sur son site les déchets qui ne sont pas conformes avec les déchets annoncés.</p> <p>Il indique qu'il délivre un accusé de réception écrit à chaque livraison, et en présente un à l'inspection daté du 02/12/2022, pour des déchets provenant de la SNR Cévennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les aires de réception, de transit, de regroupement et de tri des déchets sont distinctes en fonction du type de déchet et de l'opération réalisée et clairement repérées. Il est également constaté que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas cinq mètres (zone de collecte des ferrailles avant tri), en l'absence de bâtiment à usage d'habitation à moins de 100 m.</p> <p>Les déchets valorisables sont abrités dans un hangar, ainsi que les batteries au plomb, et les huiles des engins dans l'atelier et dans une cuve située dans un local.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Constats : L'inspection a constaté que les déchets entreposés dans les bennes, palox et alvéoles sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire; l'exploitant a déclaré qu'ils sont triés dès le départ lors de leur dépôt sur le site, et qu'ils feront tous l'objet d'une valorisation matière. Toutefois, il a été constaté que les DEEE apportés par les particuliers et artisans sur l'aire de collecte sont mélangés sans distinction avec les autres déchets métalliques et ne font pas l'objet d'un tri spécifique permettant leur recyclage par un éco-organisme dans le cadre de la filière REP dédiée.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 13 > V de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susceptible de suites s'il n'est pas corrigé sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...] - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; [...] - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un registre des déchets entrants comportant toutes les informations citées à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui est susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement (sous 1 mois).</p>
<p>Observations : Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant indique à l'inspection que son logiciel métier Nassy comprend un registre permettant de fournir les informations relatives aux déchets entrants, qu'il justifie par une capture d'écran de ce logiciel.</p> <p>Toutefois, le logiciel fait référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012, qui a été abrogé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. L'exploitant justifiera par la transmission d'un extrait de son registre des déchets entrants qu'il contient toutes les informations listées à l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susmentionné.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection de registre des déchets sortants comportant toutes les informations citées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui est susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 7.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions aqueuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des liquides polluants qui pourraient être accidentellement répandus.</p> <p>Dans le cas des stockages de produits liquides, le volume de cette rétention est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand récipient associé, - 50% de la capacité globale des récipients associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : l'inspection a fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuves de stockage des huiles usagées et du fuel au niveau de l'aire de lavage sont entreposées sous abri dans un bac de rétention maçonné de capacité suffisante; - les fûts contenant les fluides pour l'entretien des poids-lourds (huile moteur, liquides polluants divers) entreposés dans l'atelier sont disposés sur une dalle béton entourée d'une rigole qui rejoint la fosse maçonnée aménagée sous l'emplacement des camions pour leur entretien et qui tient lieu de cuvette de rétention des liquides polluants susceptibles de se déverser; - les batteries sont stockées dans des palox étanches aux produits contenus et abrités des intempéries dans un hangar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats : l'exploitant a déclaré qu'aucune mesure périodique des concentrations des différents polluants émis n'avait encore été réalisée sur le site, en l'absence de regard aménagé au niveau de la sortie du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susceptible de suites s'il n'est pas corrigé rapidement.</p> <p>Observations : Par courriel du 20/12/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé du laboratoire CERECO accrédité COFRAC daté du 08/12/2022 pour effectuer le contrôle des effluents aqueux en sortie du séparateur d'hydrocarbures, sans toutefois préciser la date d'intervention. Il transmettra les résultats de ces analyses à l'inspection dès réception.</p> <p>Le devis présenté concernant une intervention ponctuelle, l'exploitant veillera à respecter la périodicité annuelle de ces mesures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le nouveau contrat de maintenance du débourbeur-déshuileur qu'il a établi en date du 01/03/2022 avec la SARD Méditerranée, qui prévoit 2 interventions par an pour la vidange du dispositif, l'acheminement des effluents pompés et leur traitement. Il a présenté le bordereau de suivi de déchets relatif à la dernière intervention effectuée en date du 08/12/2021, pour l'enlèvement de 4,5 t d'eaux hydrocarburées (code déchet 13 05 07*).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l - DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l <p>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Arsenic et ses composés (en As) : 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j -Cadmium et ses composés : 25 µg/l -Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50 µg/l) -Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j -Mercure et ses composés (en Hg) : 25 µg/l -Nickel et ses composés : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j -Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j -Zinc et ses composés (en Zn) : 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j - Fluor et composés (en F) (dont fluorures) : 15 mg/l - Indice phénols : 0,3 mg/l -Cyanures libres : 0,1 mg/l - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l - Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : 25 µg/l (somme des 5 composés visés) -Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) : 1 mg/l
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le respect des valeurs limites d'émission pour ses rejets en sortie de débourbeur-déshuileur, en l'absence de mesure des concentrations sur ces paramètres.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 susceptible de suites s'il n'est pas rapidement corrigé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique

Visite du 7 décembre 2022



Palox de stockage de batteries



Zone de collecte de déchets métalliques